

vhjb@outlook.fr
vhjb@facebook.fr

Monsieur François HOLLANDE
Président de la République

Palais de l'Elysée
55, rue du faubourg Saint-honoré

75008 PARIS

Le 26/09/2013.

Lettre ouverte sur le site <http://jbvh99.wix.com/abus-de-pouvoir>

Monsieur le Président de la République,

C'est dans une situation me concernant, et surtout toute ma famille sans compter les ascendants. Il en découle aussi à l'intérêt général qui me conduit à vous demander votre intervention de Président de la République.

Suite au décès de mon père, j'ai été victime d'un recel successoral.

Par tierce opposition, le T.G.I. de LILLE a reconnu la fraude du contrat de mariage de mon père. Le T.G.I. m'a donné pleine satisfaction, le 11 avril 1991, en me rendant inopposable de l'acte fraudé avec toutes les conséquences de droit. Par la suite ce Jugement est devenu définitif.

Depuis 22 ans une lutte *judiciaire acharnée*, dont les dysfonctionnements provoquent un hadal pour envoyer dans son fond l'autorité judiciaire.

Ma demande d'intervention à été renouvelée à chaque Président de la République et aux Ministres de la Justice, sans compter les Premiers Ministres. Parait-il que les enquêtes appropriées à mon affaire s'effectuent, elles sont en cours. Le résultat est toujours le même aucune réponse, encore moins l'application du jugement du 11 avril 1991 et les Ministres passent... Les Présidents de la République aussi... La République intègre et impartiale n'est pas respectée.

Si je vous évoque les profondeurs océaniques, c'est parce que l'expression est analogue au grotesque lamentable de l'abus de pouvoir en opposition systématique à l'autorité judiciaire. Cette extravagance entraîne une démarche qui affaiblit considérablement notre démocratie. La formulation de cette expression est un raccourci qui cache douleur et honte à vous exposer tous les dysfonctionnements de la justice dans cette affaire.

Puisse cette alerte, vous incite à prendre la précaution et dans l'intérêt du fonctionnement de nos institutions, de vous pencher avec sollicitude de Président de la République, à une enquête qui vise à établir une étroite conformité entre le jugement rendu le 11 avril 1991, et d'exiger le devoir de l'exécuter sans délai inconditionnellement, ceci en conformation du respect de nos institutions.

Permettez-moi de vous faire remarquer qu'il ne s'agit pas de la séparation des pouvoirs, du fait que la Justice à tranché, mais de son application dont vous en êtes le garant.

C'est justement à ce titre, j'entends de faire connaître votre intervention positive, en rendant publique cette présente sur internet via mon site, facebook, twister et tous les outils modernes de communication pour toucher l'opinion publique.

C'est la raison pour laquelle je souhaite ardemment que cette présente tombe entre vos mains, que je me permets de vous l'envoyer en recommander A.R.

Je vous joins, sous ce pli, les pièces se rapportant à ma demande.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'hommage de mon respect.

P.J.

- jugement 11 avril 1991,**
- signification du jugement,**
- certificat de non-appel,**
- régime matrimonial en fraude,**
- correspondance du notaire à son confrère.**